



LES MIDIS DE LA MÉDITERRANÉE

« La Turquie, un partenaire stratégique pour l'Union Européenne entre la Mer Noire et la Mer Méditerranée »

Conférence du Mardi 24 mars 2009, organisée par le Mouvement européen-Belgique et MEDEA, au siège du MEB. Compte-rendu : Luce RICARD.

Intervenant :

Dr Bahadır KALEGASI, Coordinateur international de TUSIAD, association des Industries et Entreprises de Turquie

Présentation de l'intervenant par *Charles Kleinermann*, secrétaire général de MEDEA.

Le Dr Bahadır Kalegasi est coordinateur international, chargé des projets internationaux et des représentations à Bruxelles, Washington DC, Beijing, Berlin et Paris de TUSIAD, l'association des Industries et Entreprises de Turquie, une organisation non-gouvernementale représentant le secteur privé turc (industries et services) au niveau national. Il est également membre de Business Europe (la Confédération Européenne des Entreprises).

La Turquie, un partenaire stratégique pour l'Union Européenne entre la Mer Noire et la Mer Méditerranée

La position géographique et géostratégique de la Turquie.

La spécificité de la Turquie réside dans le fait qu'il s'agit d'un pays- carrefour, entouré de nombreux voisins. C'est un atout notamment pour sa politique commerciale mais c'est également un défi car cette situation l'oblige à adopter une diplomatie complexe. M. Kalegasi estime que la Turquie est un pays de transition entre l'Asie et l'Europe, avec un choix délibéré en faveur d'une appartenance européenne.

La population turque

La population turque est aujourd'hui de 71 millions d'habitants, et est essentiellement urbaine. Elle devrait se stabiliser vers 2030-2040 pour atteindre le même niveau que l'Allemagne.

Il est important de noter que près de la moitié de la population est en dessous de 25 ans et n'est donc pas encore acteur économique : le marché turc est loin d'être un marché saturé et présente donc une fenêtre d'opportunités pour l'avenir de l'économie européenne.

Pour l'Europe, la Turquie dispose de nombreux atouts :

Elle est le 7^e partenaire économique de l'UE et possède la meilleure biodiversité du monde. Près de 95% des exportations turques sont des produits industriels. C'est aussi une société d'information en plein essor.

C'est un pays en pleine expansion dans de nombreux domaines : le marché turc est l'un de ceux qui se développent le plus vite au monde, situé au milieu de grands marchés. Son seul handicap est de ne pas avoir suffisamment de relations commerciales avec le sud de la Méditerranée sauf avec Israël. Par contre, les affinités linguistiques avec l'Asie centrale permettent des liens plus étroits et la Russie est un partenaire essentiel pour la Turquie.

En outre, même si la Turquie n'a pas beaucoup de ressources énergétiques, elle constitue un carrefour énergétique de premier plan. Le projet Nabucco prévoit de faire transiter du gaz depuis la mer Caspienne vers l'Autriche. Le rôle stratégique de la Turquie est aujourd'hui de plus en plus évident et cela explique le choix du président Obama de se rendre en Turquie au début de son « tour d'Europe ». Cette situation de carrefour énergétique ne va cependant pas sans créer des tensions notamment avec la Russie.

La Turquie et l'Union européenne

Pour entrer dans l'UE, la Turquie doit encore faire face à de nombreux défis.

- **Démocratie** : la Turquie répond aux critères de Copenhague mais quelques progrès restent à faire.
- **Harmonisation de la législation** : le rattrapage est prévu dans 4 ans.
- **Stabilisation économique** : la Turquie souffre du poids de son économie informelle.
- **Réforme du secteur public** : la Turquie s'est construite selon le modèle français très centralisé et jacobin, elle cherche aujourd'hui à aller vers une plus grande décentralisation.
- **Education** : Le grand défi est l'enseignement de l'anglais dès la dernière année de maternelle.
- **Développement rural** : de plus en plus de mesures sont mises en place pour développer l'agriculture mais aussi la place des femmes en milieu rural.

Cependant, l'entrée de la Turquie dans l'UE présente également des défis pour l'Union elle-même :

- Le système mondial doit justifier une Europe plus large.
- L'UE doit rester attractive du point de vue économique.
- L'UE se doit de trouver sa cohérence politique et une certaine efficacité institutionnelle telle qu'elle était prévue par le Traité de Lisbonne.
- L'UE doit réformer la PAC.
- Les valeurs démocratiques européennes doivent être préservées face à la montée des extrémismes.

L'UE doit également savoir ce qu'elle est et ce qu'elle veut devenir : une confédération ? Une fédération ? Une Europe à la carte ?

QUESTIONS/ REPONSES :

- Charles Kleinermann, secrétaire général de l'Institut MEDEA : On parle beaucoup des sondages en Europe sur l'entrée de la Turquie dans l'UE. Qu'en est-il des citoyens turcs et de leur envie d'entrer dans l'Union ?

Dr Bahadır KALEGASI : Cela dépend toujours de la manière dont on pose la question aux gens et dans quel contexte. C'est le rôle des politiciens d'expliquer la situation et d'éviter la démagogie, ce qui n'est pas toujours le cas. Comme en Europe, les réponses dépendent de certaines peurs. Par exemple, en France, ceux qui se disent opposés à l'entrée de la Turquie dans l'UE sont ceux qui perçoivent un malaise au sein de l'UE et qui sont inquiets quant à la globalisation et au rôle de la France. Paradoxalement, ceux qui avaient voté « non » au référendum de 2005 qui apportait une meilleure organisation institutionnelle, critiquaient ces institutions. Il faut absolument mener un travail d'explication car parmi les 68% de Français opposés à l'entrée de la Turquie, les raisons invoquées sont principalement des problèmes en passe d'être résolus et deviendront donc prochainement caduques.

En Turquie, il y a eu une baisse de confiance dans l'UE suite à la question chypriote. On se rappelle que les Chypriotes turcs ont voté « oui » au plan de paix des Nations-Unies comme le demandait aussi l'UE. Mais, les Chypriotes grecs avaient voté « non » à la réunification de l'île qui aurait permis aux Chypriotes turcs d'entrer dans l'UE. Or, la conditionnalité est à la base de la crédibilité de l'UE et sur cette question, les Turcs se sont sentis trahis.

- M. De Villepin, responsable de questions environnementales au sein de la Commission européenne et du programme LIFE : La signature du protocole de Kyoto par la Turquie a été saluée par l'UE. Cependant, les investisseurs turcs semblent encore timides en matière d'investissement dans les questions d'environnement. Comment les entreprises turques se préparent-elles face à ces défis ?

Dr Bahadir KALEAGASI : Il y a eu une certaine méfiance des entreprises turques vis-à-vis des coûts nouveaux impliqués par les normes environnementales. Néanmoins, ces transformations se font car le marché turc a besoin de répondre aux normes européennes, normes qui sont en passe de devenir internationales, normes dont notre planète a besoin.

- M. Loftus, blogueur et ancien diplomate : Quel est l'impact de l'armée turque sur sa candidature à l'adhésion à l'UE ? Quid de son rôle pour la prévention des coups d'Etat ?

Dr Bahadir KALEAGASI : L'armée turque est une armée de l'OTAN et c'est une force modernisatrice. Elle a la particularité de jouir d'un pouvoir moral important car la population la considère comme fiable. Les militaires sont issus des milieux modestes et ne perçoivent pas de privilèges. Les militaires soutiennent l'adhésion de la Turquie à l'UE mais ils ont peur que le processus soit dévié. Cependant, en conformité avec les critères de Copenhague de l'UE, l'armée turque ne joue plus de rôle institutionnel dans la vie politique en Turquie.

- Hanieh Ziaei, du think-tank « Pour la solidarité » : Concernant la relation Turquie/Iran il existe une certaine lacune scientifique. Existe-t-il des projets de développements ? 70% des Européens sont pour un élargissement de l'UE mais une majorité reste opposée à l'entrée de la Turquie. Que pensez-vous du critère religieux et de la laïcité ?

Dr Bahadir KALEAGASI : l'Iran est un ancien allié de la Turquie et la frontière Iran/ Turquie est parmi les plus vieilles du monde. Il existe une bonne relation entre les deux pays et d'ailleurs il y a 15 millions de turcophones en Iran. La Turquie et l'Europe ont besoin de l'Iran pour ses sources d'approvisionnement énergétiques mais l'Occident n'a aucune confiance dans ce pays alors que la Turquie fait figure d'intermédiaire.

En ce qui concerne la laïcité, le gouvernement actuel souhaite s'orienter vers une laïcité à l'anglo-saxonne plutôt qu'à la française comme c'était le cas. Il existe aujourd'hui une plus grande flexibilité tant chez les défenseurs de la laïcité que chez ceux qui préconisent une plus grande place de la religion.

- Awad Chamas, Cercle international d'expertise : Au Proche-Orient, la Turquie agit elle seule ou de concert avec l'Europe ?

Dr Bahadir KALEAGASI : La Turquie a naturellement un rôle de passerelle et d'intermédiaire entre l'Europe et le Moyen-Orient. Ce « destin turc » ne l'empêche pas de perdre parfois de son impartialité.

- Etudiante de l'Institut d'Etudes Européennes de Bruxelles : Que pensez vous de l'Union pour la Méditerranée ?

Dr Bahadir KALEAGASI : M. Sarkozy et Mme Merkel préconisaient un partenariat privilégié avec la Turquie qui aurait conduit cette dernière à jouer le rôle de satellite puisqu'elle devrait obéir aux règles de

l'UE sans faire partie de son processus décisionnel. Et c'est comme ça que l'UPM a d'abord été perçue. Finalement, M. Sarkozy a inclus la Turquie comme Etat futur membre dans son projet.

LISTE DES PARTICIPANTS

NOM	PRENOM	FONCTION	ORGANISATION
ABRAM	Maïté	Directrice	Mouvement Européen-Belgique
AHMED IBRAHIM	Lilouz	Counseiller	Ambassade d'Irak
BOONE	Christiaan	Membre	Mouvement Européen-Belgique
BOUALLEG	Asma		
BRUNEEL	Jean-Marie	Président	Rassemblement Pour l'Europe
BUIJINK	Elvira	Stagiaire	Mouvement Européen-Belgique
CHAMAS	Awad	Attaché aux affaires européennes	Cercle international d'expertise
DAGMAN	Marie	Stagiaire service de presse	Représentation Permanente de la France auprès de l'UE
DE FAUCONVAL	Laetitia	Chef de Projet	Mouvement Européen-Belgique
DE LESTRE	Tanguy		
DE VILLEPIN	Alban		LIFE Third Countries
DELANEY	Joan		
DEN RUYTER	Michiel		
DERUYTTER	Dave	Manager Expatriates&non-residents	ING
JANNE D'OTHEE	Nathalie		MEDEA
KARAHISARLI	Monsieur		
KENSIER	Geoffroy	Attaché	SPF Justice
KLEINERMANN	Charles		Mouvement Europeen Internationale
KUTZKER	Markus	Service Volontaire Européen	MEB
MAROY	Michel	Senior consultant	2 m public affairs
PERNET	Julie	Etudiante	IEE ULB
ROMANS	France		Agence française de Développement
SCHMIDT	Emily	stagiaire	Mouvement Européen Internationale
STIENON	Yves		
THEELEN	Joris	Stagiaire	Mouvement Européen-Belgique
VAN PUYENBROECK	Marine	Etudiante	
VANWAYENBERGH	Lin	Chef de Projet	Mouvement Européen-Belgique
YOUN	Minina	stagiaire	Mouvement Européen Internationale
ZEIN	Emanuelle	stagiaire	Mouvement Européen Internationale
ZIAEI	Hanieh		Think Tank Pour La Solidarité

Pour plus d'information sur les Midis de la Méditerranée, veuillez contacter :

 <p>Mouvement Européen Belgique asbl</p>  <p>Europese Beweging België vzw</p>	<p>MOUVEMENT EUROPÉEN-BELGIQUE</p> <p>Contacts:</p> <p>Laetitia de Fauconval et Lin Vanwayenbergh</p> <p>Tel +32 2 231 06 22</p> <p>Email : info@mouvement-europeen.be</p> <p>www.mouvement-europeen.be /</p> <p>www.europese-beweging.be</p>
 <p>MEDEA</p>	<p>MEDEA</p> <p>Contact :</p> <p>Nathalie Janne d'Othée</p> <p>Tel : +32 2 231 13 00,</p> <p>Email : Medea@medea.be</p> <p>www.medea.be</p>